



PSCI-PGO

POLICY BRIEF

GRUPE THÉMATIQUE ACCÈS À L'INFORMATION ET LES TIC

N°1
JUIN
2021

LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES FACE À L'OUVERTURE DES DONNÉES SUR LE PORTAIL DATA.GOUV.CI

RECOMMANDATIONS

• A l'endroit du Gouvernement

- 1 Renforcer le cadre juridique et institutionnel de l'*open data* et de la redevabilité sociale des services publics en engageant leurs agents au strict respect d'une charte d'alimentation, d'entretien et de mise à jour de la plateforme numérique data.gouv.ci avec des données réutilisables ;
- 2 Lancer un audit du Centre d'Information et de Communication gouvernementale (CICG), organe public en charge de la plateforme data.gouv.ci, afin de déceler les obstacles à l'alimentation, à l'entretien et de la mise à jour régulière de la plateforme numérique ;
- 3 Former, informer et sensibiliser davantage les responsables et agents de l'administration publique sur leur obligation à donner accès à leurs données à travers la plateforme data.gouv.ci lors des formations initiales et continues.

• A l'endroit des OSC

- 1 Contribuer à vulgariser l'arsenal juridique et réglementaire relatif à l'*open data* auprès des communautés locales afin qu'elles connaissent leurs droits et devoirs vis-à-vis de l'ouverture des données ;
- 2 Mettre en place un comité de veille qui se chargera de surveiller la mise à jour de la plateforme numérique avec des données réutilisables sous des formats accessibles (Word, Excel, Powerpoint...), de récolter les informations à diffuser régulièrement et de signaler les insuffisances de la plateforme ;
- 3 Conduire un plaidoyer auprès des décideurs afin de permettre à la société civile d'enrichir, de modifier et d'interpréter les informations sur la plateforme numérique en vue de coproduire des informations d'intérêt général.

Auteurs



KONAN Noël

Journal « L'Eléphant Déchaîné »
noel.konan2006@gmail.com



GBA Bomey Clément

Alliance Panafricaine pour la Justice
Climatique Côte d'Ivoire (PACJA-CI)
clementbomey@gmail.com



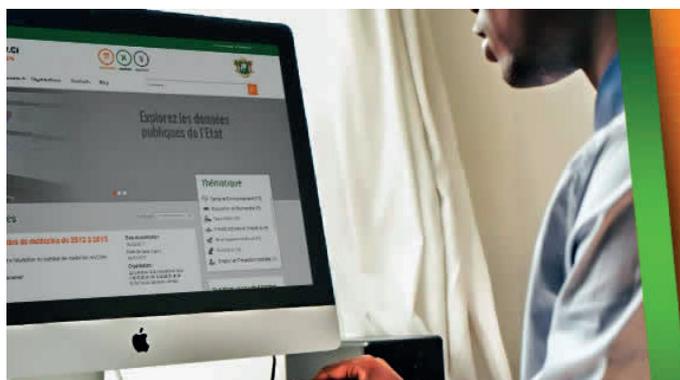
KOFFI Adjoua Madeleine

Actons pour le
Développement Social (ADS)
madovictoire87@gmail.com

RESUMÉ

Le cadre juridique, institutionnel et réglementaire de l'ouverture des données ainsi que la redevabilité sociale des services publics vis-à-vis de la société civile doivent être renforcés. En effet, en dépit de la création du portail data.gouv.ci, suite à l'engagement pris par l'État ivoirien, des insuffisances majeures persistent. Les décideurs sont urgemment sollicités pour renverser la tendance en faveur de la bonne gouvernance et de la transparence.

Mots clés : *Open data, plateforme numérique, data.gouv.ci, CICG, citoyen, gouvernance, transparence*



Explorez les données publiques de l'Etat

Introduction

Les *open data* sont des données auxquelles l'accès est totalement public et libre de droit, au même titre que l'exploitation et la réutilisation [1]. Depuis 2016, l'Etat ivoirien a pris l'engagement de créer et rendre fonctionnel un portail *open data* (Figure1) [2] porté par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale (CICG).



Figure 1 : Logo du portail data.gouv.ci

Bien qu'opérationnelle, cette plateforme numérique présente des failles en ce qui concerne l'ouverture des données [3, 4]. Cette situation handicape l'engagement de l'État en faveur de sa politique de bonne gouvernance et de transparence.

L'implication des décideurs publics est nécessaire pour l'effectivité de l'ouverture des données.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'engagement 9 du 1er plan d'actions national 2016-2018, la plateforme data.gouv.ci a été mise en place par le CICG [2]. Cependant, les limites liées à l'exploitation de cette plateforme entraînent un contrôle quasi impossible de l'action gouvernementale par le citoyen lambda. Nous en avons relevé trois.

Les insuffisances liées à l'exploitation du portail data.gouv.ci

- **Nombre limité de structures politiques actives sur la plateforme**

Le nombre de structures publiques qui contribue à l'alimentation de la plateforme numérique est insuffisant. Actuellement, il n'y a que 20 organisations qui alimentent la plateforme sur 58 ministères dont 41 du Gouvernement et 17 institutions (Figure2) sans compter les établissements publics nationaux (EPN) et les établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC).

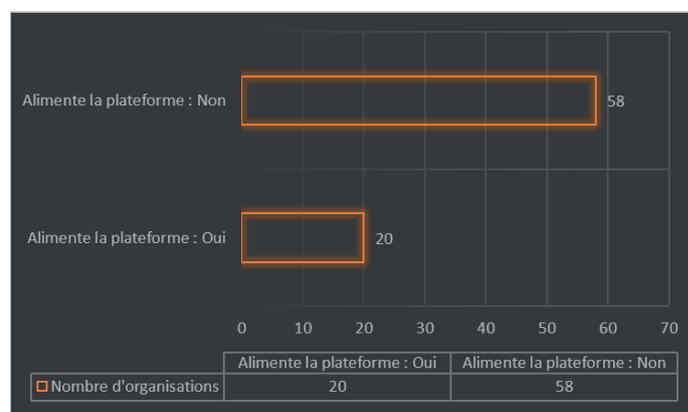


Figure 2 : Nombre d'organisation qui alimente la plateforme data.gouv.ci ou non sans compter les EPN et les EPIC

- **Irrégularité dans la mise à jour du portail de l'open data**

La mise à jour de la plateforme numérique est irrégulière. La dernière actualisation du portail date de 2019.

- **Insuffisance dans la réutilisation des données**

Le nombre de données disponibles dans des formats réutilisables et la réutilisation des données sont limités [3, 4]. Et cela, à cause des formats sous lesquels les documents sont diffusés sur la plateforme numérique, en l'occurrence, les formats JPEG et scans convertis en PDF.



Ré-utilisez les données publiques de l'Etat

Les informations disponibles sur la plateforme sont d'intérêt public. Ces données ne sont donc pas soumises aux strictes conditions de sécurité pour l'accès. Ainsi, elles doivent être toutes accessibles sous des formats facilement utilisables par le citoyen lambda.

Toutes les insuffisances répertoriées ci-dessus impliquent inexorablement l'indisponibilité de l'information pour les citoyens et la limitation de l'accès aux données par ces derniers. En effet, les informations disponibles sont obsolètes et/ou dans des formats PDF ou JPEG, difficiles à traiter et à diffuser par les citoyens. En somme, les citoyens n'arrivent pas à contrôler l'action gouvernementale. Ce qui est la manifestation évidente d'un manque de transparence dans les actions des pouvoirs publics.



Figure 3 : Comprendre l'open data

Les causes profondes de la situation

Les causes des faiblesses observées dans l'exploitation de la plateforme numérique vont de l'absence de suivi évaluation à la faiblesse dans la formation des agents publics, en passant par une apathie évidente des politiques concernées.

- **La pénurie de mesures, reportages et vérifications de la plateforme**

Pour arriver à une telle situation, le manque de suivi et d'évaluation de la plateforme numérique peut être mis en cause. En effet, en l'absence de contraintes liées à la mesure continue et par l'évaluation des progrès,

l'alimentation et l'entretien ne sont pas régulièrement mise à jour sur la plateforme.

- **Le besoin de renforcement des capacités et la lourdeur administrative**

Le problème peut également persister lorsqu'il n'y pas dans chaque organisation, des agents bien formés et spécifiquement affectés au suivi de l'alimentation et de la mise à jour de la plateforme numérique sur le long terme. Aussi, la lourdeur de l'administration due à la compétence liée des intervenants et parfois de l'influence de la hiérarchie peuvent être à la base des insuffisances constatées.

- **La faiblesse dans la volonté et l'implication des politiques**

Même si les conditions précédentes sont réunies, sans volonté, ni implication politique globale, l'objectif de la création de la plateforme numérique ne sera pas atteint. En effet, s'il n'y a pas de volonté et d'implication politique, les engagements déclarés et les lois n'auront pas de suite favorable.

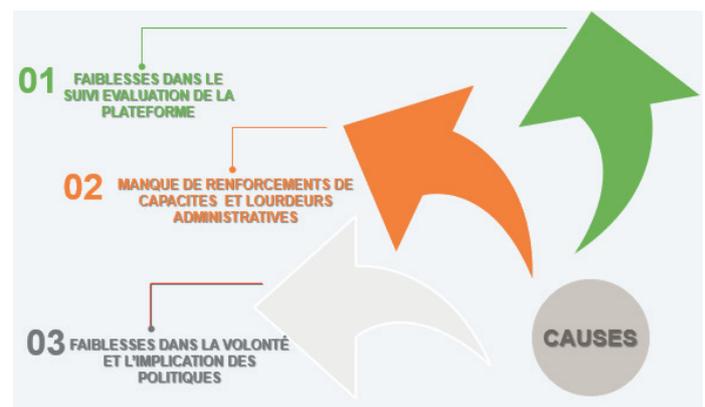


Figure 4 : Les causes profondes des faiblesses dans l'exploitation du portail data.gouv.ci

Conclusion

Indéniablement la loi de 2013 relative à l'accès à l'information et aux documents d'intérêt public existe. Cependant, de nombreux défis persistent quant 'à l'ouverture des données. **Il y a urgence d'agir en faveur d'une implication politique accrue afin de garantir l'ouverture des données au profit du citoyen ivoirien !**

RÉFÉRENCES WEBOGRAPHIQUES

1 www.lebigdata.fr

2 www.data.gouv.ci

3 *Plan d'Actions National de Gouvernement Ouvert 2016-2018.* (<https://psci-pgo.org/>)

4 *Plan d'Actions National de Gouvernement Ouvert 2018-2020.*
(<https://opengovpartnership.org/>)

PRÉSENTATION DU GROUPE THÉMATIQUE ACCÈS À L'INFORMATION ET LES TIC

MISSION

Partie intégrante de la Plateforme de la Société Civile ivoirienne pour le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PSCI-PGO), il a pour mission d'influencer efficacement le Gouvernement dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des engagements pris dans le cadre du PAN/OGP en lien avec l'accès à l'Information et les TIC.

Pour se faire, ses objectifs sont entre autres de contribuer à réduire les freins gouvernementaux à la mise à disposition de l'information et contribuer à l'instauration d'une culture de l'information.

Le groupe thématique *Accès à l'information et les TIC* croit résolument qu'une société civile forte et stable peut amener l'Etat à faire de l'accès à l'information une réalité pour tous en Côte d'Ivoire.

MEMBRES

- **LYDIE KOUASSI EPSE BROU** (ONG REGARDS PLURIELS)
- **GBA BOMEY CLEMENT** (ONG PACJA)
- **ME MOLOKO LEONTINE** (ONG AFJ-CI)
- **CYRIAC GBOGOU** (ONG OVILLAGE)
- **PIE DELORES** (ONG OPINION ECLAIREE)
- **RUTH KOFFI** (ONG SOCIAL JUSTICE)
- **NOEL KONAN** (JOURNAL « L'ÉLEPHANT DECHAINE »)
- **MARIE ANGELE TUO** (ONG ReJECI)
- **MADELEINE KOFFI** (ONG ADS)
- **SERY DIANE FLORA** (ONG APDH)
- **TAIRU KABERU** (OVILLAGE)
- **ZOGBE DJIEBA MARTINE** (ONG IDEF)
- **MAGNE EKPOBI BRIGITTE EPSE MEL** (ONG APDH)

Avec la participation du #PAGOF



Financé par :  AFD

Directeur de publication

M. Julien TINGAIN
Tel : +225 05 05 76 20 95

Infographiste

Berenger OUOHI
Tel : +225 07 79 38 82 96